

1/ reconstruire le mouvement syndical iranien

*une interview
de Mazood Safari*

Mazood Safari milite pour la reconstruction du mouvement syndical iranien ; au cours de cet entretien, le camarade retrace le processus de développement des comités ouvriers et nous livre son point de vue sur l'évolution de la situation en Iran.

Question : Quelle est la situation de la classe ouvrière en Iran actuellement ?

M.S. : Aujourd'hui, il y a en Iran 3 millions de salariés sur 30 millions d'habitants, dont la moitié sont des travailleurs industriels qui, c'est là un aspect important, n'ont qu'une faible tradition d'organisation syndicale.

Cela s'explique par la politique syndicale du parti Toudeh, il y a 25 ans, donc avant Mossadegh. Sa politique de collaboration de classe a poussé le Toudeh à amender une loi interdisant le droit de grève, en proposant la mise en place de commissions tripartites (travailleurs-patrons-Etat) pour «résoudre» les conflits sociaux avant le recours à la grève.

De ce fait, il n'y eu pas véritablement d'organisations syndicales militantes, mais plutôt réformistes, et la volonté de lutte des travailleurs dût s'exprimer en dehors des syndicats. Ce type d'organisation syndicale dura jusqu'au putsch de 1953. Les dirigeants syndicaux liés au Toudeh s'exilent alors et laissent la classe ouvrière démunie et démoralisée ; le Toudeh est particulièrement déconsidéré. C'est de là que date la méfiance générale en Iran par rapport à tout ce qui se proclame «communiste».

Après le putsch, il n'y avait plus d'organisations syndicales, mais cela n'a pas empêché la persistance des luttes ouvrières, voire l'organisation de manifestations, dans les briquetteries par exemple.

Dans les années soixante se produit la rupture entre pro-soviétiques et maoïstes. Mais les courants d'extrême gauche ne prirent pas au sérieux ces luttes ouvrières et ne cherchèrent pas à leur donner un écho international, dans la presse mondiale par exemple. Pourtant, le début des années soixante dix voit le sommet d'une vague de luttes dures, avec la grève de Chit-e-Jahen et plusieurs grèves dans le pétrole. Les principales revendications étaient d'ordre économique, contre les retards de paiement et les primes non payées. Les organisations d'extrême-gauche, les groupes de guérilla ne comprenaient pas la signification de ces grèves. Bien sûr, ils prenaient en charge une intervention nécessaire de dénonciation de la répression, de la torture, de défense des prisonniers politiques, mais n'attachaient pas d'importance à ces luttes ouvrières et à leur signification politique. La raison principale de cet aveuglement théorique se résume dans «l'argument» suivant : les ouvriers mettent surtout en avant des revendications économiques, alors que celles des étudiants sont politiques. De ce fait, la classe ouvrière n'était pas appelée, selon eux, à jouer un rôle important, par contre les intellectuels et les couches moyennes étaient considérablement valorisés. Il y a deux ans, une tendance d'opposition dans le mouvement étudiant soutenait même qu'il n'y avait pas de classe ouvrière en Iran. Aujourd'hui encore, ce type d'idée conserve un certain poids, bien que considérablement affaibli par les expériences récentes, notamment quand les ouvriers du pétrole entrèrent en lutte, jouant un rôle clé dans le renversement du régime, malgré le caractère «économique» de leurs revendications. Malgré tout, les révolutionnaires ne firent pas d'efforts véritables pour organiser la classe ouvrière autour de propositions concrètes à caractère syndical, leur préoccupation première est celle du «Parti révolutionnaire» se détournant de toute tâche de type syndical.

Q. Quelles sont les caractéristiques principales du développement des comités ouvriers et de l'autogestion dans les usines ?

M.S. : Dès la révolution, les comités de grève se sont trouvés confrontés au problème de la gestion du fait du départ des patrons, et se sont engagés dans la voie de l'élection de comités de gestion. La mise en accusation des patrons, l'ouverture des livres de comptes engendra une dynamique de contrôle dans toutes les entreprises. Bien que ce mouvement ait affecté toutes les entreprises, cela n'a pas abouti dans la plupart des cas à la poursuite de la production sur un temps prolongé. Et ce, pour deux raisons : - l'absence de coordination de ce mouvement d'une part, - le fait que les travailleurs qualifiés et les cadres sont idéologiquement plus proches du patronat d'autre part. De ce fait, si des comités ouvriers existent dans toutes les entreprises, comme Iran National (Chrysler), Caterpillar, Metusac, Teheran Cements, Margarine Company, dans le textile également, si la tendance à l'autogestion s'exprime avec force il y a peu d'entre-

prises où l'autogestion est réalisée sur un laps de temps significatif. Brusquement, certaines organisations révolutionnaires ont compris la portée politique révolutionnaire de ces comités ouvriers dans les usines, mais sans compréhension historique de l'autogestion, sans comprendre que ce processus résultait de toute l'expérience et du passé de lutte des travailleurs iraniens. Ce qui fait que quand ils ont commencé à intervenir, ils sont surtout intervenus sur un registre «politique», très général, «anti-impérialiste», et sans insister sur les aspects «économiques».

Aujourd'hui les comités jouent un rôle double : ils organisent des grèves contre les retards dans le paiement des salaires et prennent en charge les perspectives auto-gestionnaires. Les travailleurs manifestent une certaine opposition au gouvernement sur la question des salaires, des revendications économiques, mais sans déboucher sur le terrain politique. Quand on discute avec les travailleurs de la République islamique, ils ne sont pas contre ; mais ce qu'ils mettent derrière cette idée est très différent de ce qu'y met le gouvernement. Les groupes de gauche n'ont pas réussi à organiser ce mouvement, à le consolider, malgré la participation active de nombre de leurs sympathisants à ce processus. De leur point de vue, la tâche essentielle est la construction du parti révolutionnaire sur le modèle du parti bolchévique. Malheureusement, ils ne comprennent pas que le Parti bolchévique était le résultat d'un processus d'organisation de la classe ouvrière qui avait commencé sur le plan syndical. Ils ne comprennent pas que Lénine n'a pas commencé par poser le problème du Parti «comme ça», mais par produire une analyse des luttes au niveau des entreprises dans les années 1890, en propageant des idées sur le plan du travail élémentaire, et que ce n'est qu'en 1902 qu'il a mis l'accent sur le Parti, comprenant que le processus était arrivé à un niveau de maturité permettant de poser la question du Parti.

Q. Comment réagit le régime islamique ?

M.S. : Sa politique vis à vis de la classe ouvrière me paraît être la question la plus importante. La République islamique reproche à la classe ouvrière d'être «corrompue par le Shah», de «demander toujours plus», en fait les chefs religieux considèrent la classe ouvrière comme privilégiée face à la masse des déshérités pour lesquels ils entreprennent des mesures à caractère social comme la construction de logements. Le régime islamique pratique en fait une double politique de lutte contre les mouvements sociaux dans les usines et de tentative de les détourner dans des comités islamiques. Cette politique peut trouver une base dans les entreprises, au travers de la constitution de syndicats islamiques verticaux qui approuveraient toute décision du gouvernement. De même, le gouvernement s'efforce de nommer des gérants à la place de ceux qui sont contestés ou chassés par les travailleurs, pour récupérer ou subvertir les comités ouvriers. Khomeiny déclare, par exemple, que si

«les grèves étaient révolutionnaires avant la chute du Shah et qu'elles correspondaient au désir de Dieu, elles sont maintenant anti-islamiques et hors la loi».

Le ministre du travail, Darush Foruhar, met sur pied en ce moment, une «force spéciale» appointée dans les usines pour dénoncer les «fauteurs de troubles». La loi date de deux mois maintenant, et bien que des agents aient été envoyés dans des usines, cela n'a rien changé ; en effet, depuis février, les travailleurs ont acquis un courage exceptionnel et n'ont plus peur ni de la police, ni de l'armée. Dans bien des cas c'est en véritables maîtres des entreprises que les travailleurs ont reçu les émissaires du régime.

Le contrôle et la gestion ouvrière deviennent un enjeu essentiel dans la conscience des travailleurs, qui s'opposent aux mesures d'ingérence du gouvernement ou réclament un abaissement des plus hauts salaires.

Q : Qu'en est-il des droits démocratiques et de la place des femmes dans la société ?

M.S. L'attitude de la gauche par rapport aux droits démocratiques est pleine d'illusion : les groupes de gauche croient qu'ils pourront gagner au travers du jeu politique normal et de manifestations d'étudiants ou alors par la lutte armée, de toute façon très minoritaire, contre le gouvernement. En fait, il n'y a pas de garantie pour les droits démocratiques sans un véritable mouvement syndical de masse ; le fait que cette bataille n'ait pas été menée explique que la gauche ait toujours perdu les batailles pour les droits démocratiques. Le point de passage obligé dans la lutte pour le droit de grève, le droit d'avoir des locaux, des journaux, les libertés politiques en général, c'est l'organisation d'ensemble de la classe ouvrière, à la base et de manière massive.

Pour ce qui est des femmes, la tendance générale de la République islamique est de ne pas permettre que les femmes jouent un rôle dans la société, d'écarter les femmes de la vie sociale. Les femmes de la classe ouvrière ont fait preuve d'un courage exceptionnel durant tout le mouvement, et aujourd'hui elles tendent à s'organiser. Les institutrices, par exemple, ont organisé des manifestations de rue pour les droits des femmes. Dans les secteurs de l'industrie de pointe, de l'électronique, du textile aussi où il y a une forte main d'oeuvre féminine, une quinzaine de groupes de femmes où interviennent des organisations politiques existent ; ils ont été impulsés par des organisations politiques, mais bien sûr, ce n'est pas l'essentiel, ce qui est significatif c'est leur existence en tant que telle. Dans une entreprise, comme la Ziemens (Siemens), les femmes revendiquent l'égalité des salaires avec les hommes.

Q : Quelle est l'évolution de la gauche révolutionnaire ?

M.S. : Les différents groupes de gauche ont le même type d'idées sur le rôle de la classe ouvrière, sur le Parti, les droits démocratiques ; ce qui les différencie, ce n'est pas leur attitude devant les problèmes du mouvement ouvrier iranien, mais des références idéologiques, par rapport à la Chine, l'URSS, etc. Il existe

des courants éparpillés qui sont arrivés à une conception différente de l'importance du mouvement ouvrier pour le devenir de la Révolution iranienne, mais ils sont disséminés. Ce sont des tendances dans la classe ouvrière, mais elles n'en sont pas encore au stade de courants organisés.

Ce qu'il faut aujourd'hui c'est une campagne sur la base de mots d'ordre et de revendications simples, partant de problèmes concrets, comme les salaires, et qui se fixerait comme but la coordination des entreprises en grève et en autogestion qui luttent aujourd'hui de façon séparée.

Pour ce qui est des organisations révolutionnaires, deux se détachent, les Fedayins et les Moudjahidins. Les premiers sont des marxistes-léninistes marqués de vieux schémas comme celui du primat du parti dans la révolution. Les Moudjahidins connaissent par contre une réelle évolution. Cette organisation se réclame de l'islam réel, de la justice et de l'auto-gouvernement. Elle se déclare opposée au marxisme, c'est à dire d'accord pour le mouvement et la dialectique, mais pas pour le matérialisme. Les Moudjahidins acceptent cependant certaines propositions socialistes qu'ils considèrent comme inhérentes à l'islam. Ils n'ont pas de programme explicite, mais ils se sont prononcés pour une société basée sur les comités ouvriers. Parce qu'ils emploient un langage que les travailleurs comprennent, beaucoup d'ouvriers se sentent proches d'eux. Bien qu'ils aient reconnu l'importance des comités ouvriers, ils n'ont pas été capables d'articuler un véritable programme axé sur la coordination de ces comités et la prise du pouvoir. Les lacunes de la gauche dans son ensemble, si l'on veut, sont d'ordre historique sur l'analyse des processus révolutionnaires qui ont précédé le nôtre, d'où une certaine conception «prophétique» de l'avant garde.

Q : Et le Toudeh ?

M.S. : Le Toudeh analyse le régime comme l'expression de la radicalisation de la petite bourgeoisie, capable de créer les conditions du socialisme, et il se met donc à sa remorque. Cette analyse est inspirée de Moscou. Si demain Moscou décrète que la bourgeoisie est la force révolutionnaire motrice, le Toudeh suivra et dira la même chose. Le Toudeh influence de vieilles générations d'ouvriers et il utilise cette influence à seule fin de démobiliser la classe ouvrière et de faire respecter les décisions du gouvernement. Il ne joue aucun rôle révolutionnaire, ni progressiste. On ne peut même pas dire que ce soit un parti d'opposition. Dans les entreprises, il a une politique anti-ouvrière. L'extrême-gauche, au lieu d'emboucher les trompettes du «révisionnisme» et du «social-impérialisme», ferait mieux d'analyser son attitude dans les entreprises, dans le mouvement ouvrier ; cela permettrait de démontrer, concrètement, de façon compréhensible, le caractère stalinien de la politique du Toudeh.

Q. :

« Quel est ton pronostic sur l'évolution de la situation ? »

M.S. : Khomeiny ne pourra pas stabiliser un régime islamique tel qu'il le définit : soit la gauche est capable d'arriver au gouvernement, et de mettre en place un régime plus populaire, soit les grands intérêts capitalistes l'emporteront. La situation imposera sans doute un compromis entre le mouvement ouvrier et les bourgeois libéraux.

La tâche des révolutionnaires est d'aider la classe ouvrière à s'organiser sur le plan syndical, de manière massive, en tant que militants syndicalistes révolutionnaires, se concentrant sur l'activité concrète dans les entreprises. Car le mouvement ouvrier est arrivé à

un point très élevé, qui crée des possibilités pour les révolutionnaires de s'enraciner dans le mouvement des masses.

La construction d'un syndicat ouvrier est une tâche très importante, car le double pouvoir dépend du progrès du processus des comités ouvriers, et il n'y a pas d'exemple que le double pouvoir puisse transcourir jusqu'à poser, de manière généralisée, le problème de l'autogestion, sans tradition ouvrière et syndicale de masse.

Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a pas d'exemple historique que cela constitue une « loi » inéfectable, une fatalité nécessairement valable pour l'Iran.

Le 5 septembre 1979

2/ l'expérience des conseils ouvriers iraniens

Avec le renouveau de la lutte au Kurdistan, l'accroissement de la répression contre les groupes non-religieux et plus particulièrement ceux de gauche, avec les rumeurs d'une « entente » imminente entre les gouvernements iranien et américain, il semble bien que les médias s'emparent une nouvelle fois de l'Iran, mais avec le biais qui est habituellement inhérent à leur point de vue. Un des nombreux facteurs qu'ils laissent systématiquement dans l'ombre est le rôle joué dans les événements par la classe ouvrière industrielle. Cette classe ouvrière iranienne est encore, avant tout, celle d'un pays du « tiers-monde » : plus complexe est une industrie et plus il y a de chances que les travailleurs ne prennent part qu'à une partie d'un processus de production qui dépend, en dernière instance, de l'Occident. Son poids politique s'en trouve automatiquement réduit. Mais sans elle, le renversement du Shah n'aurait pas eu lieu, car ce furent les grèves de l'hiver 78-79 qui assurèrent essentiellement la victoire de la révolution.

Afin de rassembler des documents pour un livre sur les conseils ouvriers qui ont surgi dans de nombreuses

entreprises depuis le début de la révolution, j'ai effectué récemment un séjour en Iran au cours duquel j'ai pu visiter certaines de ces entreprises, m'entretenir avec des membres de ces conseils et des travailleurs, et reconstituer ainsi certains faits qui s'y sont produits depuis le début de la révolution.

De nombreux propriétaires du secteur industriel se sont enfuis et restent sourds aux innombrables appels désespérés du régime à leur retour. A l'heure actuelle, plus de la moitié du secteur manufacturier est, soit nationalisé, soit occupé par les travailleurs. Mais, plus que les statistiques, il y a tout un passé de luttes indépendantes de la classe ouvrière qui dément les jérémiades émanant de la quasi totalité de l'éventail des groupes d'extrême-gauche, au sujet du prétendu « bas niveau » de conscience du prolétariat iranien. Les dirigeants du mouvement de grèves qui a abouti à février étaient dans leur ensemble les mêmes militants qui avaient joué un rôle actif dans l'opposition au régime précédent. Ce sont eux aussi qui ont formé les noyaux des conseils ouvriers qui ont surgi dans les entreprises abandonnées par leur patron, comme dans certaines autres également.



des iraniens attendent pour voter sous le portrait de Moudjahidins assassinés

Dans le premier cas, les conseils ont pris en main la gestion de l'entreprise pendant quelques temps, et pour certaines, ils l'assurent toujours. Mais en réalité, la gestion des entreprises iraniennes, à l'heure actuelle, ne peut être envisagée de façon manichéenne et il y a autant de cas que d'entreprises occupées ou nationalisées.

UN PROCESSUS INEGAL

Parmi les usines que j'ai pu visiter personnellement, un cas extrême était représenté par l'usine textile de Chit-e-Jahan, près de Karaj, une cité industrielle de la banlieue de Téhéran. Cette usine pouvait se vanter d'une longue tradition de grèves à l'époque du Shah ; lors de l'une d'elles, plusieurs ouvriers furent tués par balles au départ d'une marche sur Téhéran. Chit-e-Jahan fut l'une des toutes premières usines à former un conseil dès la révolution de février. L'un des délégués m'a raconté qu'ils avaient rencontré une très forte résistance de la part du nouveau régime dans leur tentative d'arracher le contrôle de l'usine au patron qui était resté sur place.

Cependant, le conseil, fort de 7 membres élus, pour la plupart des militants de l'organisation des Moudjahidins - la plus importante organisation de la gauche iranienne et qui maintient sa référence à l'islam - occupe maintenant l'ancien bureau de la

Savak dans l'usine. Il a ramené les plus hauts salaires au tiers de leur niveau précédent, expulsé des cadres dont les dossiers de l'entreprise révélaient la fonction d'agents du régime du Shah, et il a repris en charge toute la marche de l'usine : le conseil est ainsi responsable de l'embauche et des licenciements, de l'approvisionnement en matières premières, de la gestion des stocks et des commandes, etc.

Il faut pourtant reconnaître que ce niveau d'auto-gestion n'est pas, ni n'a jamais été représentatif, sauf de petites entreprises au processus de production relativement simple. Dans les entreprises au fonctionnement plus complexe, les ouvriers ont eu tendance à congédier les ingénieurs, les cadres et les techniciens ; une telle attitude est le résultat d'une énorme différenciation, à la fois culturelle et financière, entre ces deux couches sociales en Iran ; au bout d'une semaine ou deux, les ouvriers se découvraient incapables de poursuivre seuls la production.

Cette expérience les a alors conduit à accepter la nomination, par le régime, d'un fonctionnaire unique comme directeur, une fois accomplies les formalités de la nationalisation. A Chit-e-Jahan, un compromis a été passé entre les ouvriers et les cadres, et c'est ce qui a permis la poursuite de la production. A d'autres endroits, comme dans l'ex-usine Siemens de Shiraz

par exemple, les cadres sont sur-représentés au conseil compte-tenu de leur proportion parmi les travailleurs de l'entreprise ; la raison en est le manque de confiance en soi des travailleurs manuels.

Parmi les usines que j'ai visitées, l'autre extrême était représentée par l'usine automobile Iran National que le Shah aimait à présenter comme son fleuron, qui assemble des pièces fabriquées par Taibot et importées. Avant la révolution, les travailleurs de l'Iran National bénéficiaient d'un « traitement de faveur » d'une double espèce : ils étaient favorisés du point de vue du logement et de la santé, et de plus ils avaient droit, sur place, à un local spécial destiné aux « interrogatoires » de la Savak. Ici aussi, il existe un conseil élu depuis février, mais élections ou pas, le président et porte parole du conseil se trouve être un ancien membre de l'administration pré-révolutionnaire, élu au scrutin à un tour parmi les 12 000 travailleurs que compte l'entreprise. Les réunions du conseil sont rares, et la direction effective de l'entreprise est clairement, et sans partage, entre les mains de l'équipe envoyée par le gouvernement. Les approvisionnements continuent d'arriver de l'ex-multinationale mère. On se doute que ni les privilèges, ni les désavantages inhérents au statut de l'ouvrier moyen de l'Iran National n'ont beaucoup évolué depuis février.

LES MESURES DU REGIME

Entre ces deux cas extrêmes, beaucoup d'entreprises fonctionnent toujours en Iran sous le régime d'un contrôle ouvrier plus ou moins limité, bien que leur nombre ait diminué depuis quelques mois.

L'enthousiasme des ouvriers iraniens, même lorsqu'il n'ont pas directement ni personnellement pris part à ces expériences, est absolument général, et il domine chez eux toute autre aspiration. L'attitude du gouvernement oscille entre, d'une part l'acceptation des conseils ouvriers et des conseils « islamiques » pour leur faire jouer le rôle d'instance-tampon, constituée paritairement d'un représentant du ministère du travail, d'un représentant de la direction et d'un représentant des travailleurs, et d'autre part l'objectif de transformer ces conseils en « syndicats ». En réalité, les deux attitudes reviennent au même, car par « syndicats », il faut entendre syndicats « maison », jaunes, apolitiques et sans lien entre eux, même au niveau d'une branche, ce qui correspond à la seule tradition syndicale un tant soit peu enracinée en Iran.

La conception du régime en matière de révolution dans le monde du travail est illustrée par le fait que le ministère du travail, selon ses propres porte-paroles officiels, en est à envisager la possibilité d'« amender » la législation du travail mise en place par le Shah, plutôt que d'en élaborer une nouvelle. De fait, certaines de ces améliorations sont déjà en place : il existe maintenant un décret punissant d'une peine pouvant atteindre dix ans de prison le « délit d'incitation à la grève ».

Dans une cimenterie de Kerman, le gouvernement est intervenu pour empêcher l'application d'un accord conclu entre patron et ouvriers pour la semaine de

quarante heures. Des ouvriers grévistes ont été abattus à Ispahan, d'autres ont été frappés par des bandes de nervis armés qui bénéficient de protections encore obscures, mais qui se situent sans doute possible dans la sphère du régime. Au cours de la période de latence avant l'entrée en vigueur de la Constitution, tous ces exemples pris au hasard doivent être mis dans la balance face aux mesures populistes de Khomeiny, comme les subventions pour abaisser le prix des denrées de première nécessité, l'interdiction des licenciements pour cause économique - bien que cette mesure ne semble pas s'appliquer aux femmes - sans oublier les sermons continuels exhortant les patrons à surveiller leurs ouvriers ; on a d'ailleurs l'impression que Khomeiny se représente chaque patron iranien comme un artisan flanqué de trois apprentis...

Mais ce qui n'est pas fortuit, c'est la mise sur pied par le ministère du travail d'une « force spéciale » qu'on aurait bien du mal à distinguer par son but de la police secrète du Shah, pas plus que le choix de Mustapha Chamran pour la diriger. Chamran a en effet passé plusieurs années au Liban, à la direction du parti chiite d'extrême-droite Amal, qui collaborait avec les phalangistes et qui passe pour l'artisan du massacre de réfugiés palestiniens au camp de Tal-el-Zataar.

UNE NOUVELLE PRISE DE CONSCIENCE

Les organisations les plus à gauche sont forcément favorables à des conseils ouvriers authentiques et élus. Elles ne peuvent pas en effet aller contre un vœu aussi clairement exprimé par les ouvriers eux-mêmes. Mais elles continuent de parler de « bas niveau de conscience » de la classe ouvrière iranienne, et elles cherchent à orienter les conseils vers ce qu'elles estiment être la « conscience politique », soit la « lutte contre l'impérialisme », etc.

Seul le parti Toudeh - communiste orthodoxe - s'est débrouillé pour condamner les conseils, heurtant de front l'enthousiasme des travailleurs. Il préfère se consacrer à la construction de quelque chose d'analogue à la CGT française. Mais il ne s'agit là que de la politique de l'appareil, car les militants du Toudeh que j'ai rencontrés montraient le même enthousiasme pour les conseils que tous les autres travailleurs. Parmi toutes les organisations d'extrême gauche, il n'y a que les Moudjahidins qui, semble-t-il, aient

plus ou moins le projet d'intégrer les conseils dans une stratégie pour le socialisme, qui se préoccupent de comprendre leur rôle au sein d'une société socialiste. Il faut pourtant reconnaître que ces idées ne sont pas encore très affinées. Il y a peu, les Moudjahidins ont tenté de convoquer des conférences réunissant des conseils d'usines différentes, ce qui serait un premier pas indispensable dans la bonne voie.

Pour finir, deux exemples permettant de résumer assez bien la situation que nous avons trouvée en Iran :
Le premier fut une conversation engagée avec un ouvrier de la General Motors récemment nationalisée. A ma connaissance, ce n'était pas un militant politique. Il me demande de quel pays je suis.

« Je suis anglais »

- *Très bien, très bien* » répond- il sur un ton qui me paraît quelque peu sarcastique. Aussi, je reprends :

« Tu dis ça parce qu'il n'y a plus d'anglais ici . »

La réponse fut fulgurante :

« Ne t'inquiète donc pas, ils vont revenir. » De la part d'un travailleur qui, comme la plupart des ouvriers, sans distinction de convictions politiques, soutient malgré tout globalement Khomeiny, celà montre bien le caractère affaibli et critique de ce soutien, et éclaire du même coup le dilemme devant lequel se trouve placé le régime. Le retour à une politique d'ouverture vis à vis des Etats-Unis fait déjà la une de la presse. Or, la conviction anti-impérialiste la plus sincère et la plus résolue que j'aie pu constater parmi les ouvriers iraniens n'était pas même toujours le fait des militants d'extrême-gauche, mais bien de ces militants « islamiques », membres de véritables conseils ouvriers, des hommes pondérés et exempts de fanatisme, et qui, selon toute probabilité, se seraient déclarés sympathisants du Parti islamique républicain, le parti unique que Khomeiny appelle de ses vœux.

Comment alors évolueront les convictions politiques de ces ouvriers s'il se produit un retour ouvert et massif du capital et des cadres occidentaux.

L'autre exemple est un fait qui s'est produit pendant que j'interrogeais un groupe d'ouvriers du bâtiment. L'un d'eux, qui témoignait manifestement d'un certain « poids politique », et qui pouvait être un militant Fedayin, répondait à toutes les questions. Les autres s'ennuyaient et restaient complètement passifs tandis que nous discutons de questions générales se rapportant à l'impérialisme et à la nature de la révolution iranienne. Je posai alors une question sur les conseils ouvriers, et tout à coup, ils réuscièrent. Ce fut comme si on avait allumé une lampe. Chacun se mit à vouloir parler, décrivant avec force détails ce qui s'était produit ici ou là. Cette réaction confirme ce que l'on a pu constater au Chili et au Portugal : dans l'esprit des travailleurs industriels modernes, l'auto-gestion est rigoureusement indissociable de leur conception du socialisme, même à l'écart des secteurs les plus avancés dans le monde, où sa mise en oeuvre serait la plus viable.

Il reste à tous ceux qui détiennent en ce moment le pouvoir en Iran à consolider les nouvelles institutions afin qu'elles soient à même de remplacer les anciennes qui ont été brisées ; mais, celà, ils ne peuvent le faire qu'en attisant les luttes qui remettent en question l'ensemble de leur projet... Quel que soit le régime qui finira par triompher, et on le voit, cette question est loin d'être réglée, ce régime sera forcé de prendre en compte toutes les conséquences de cette nouvelle prise de conscience des travailleurs iraniens.

Chris GOODEY